



MESSAGE

DES EVÊQUES DU CONGO SUR LES

ÉLECTIONS DE MARS 2021

«J'écoute que dira Dieu : Ce que dit le Seigneur, c'est la paix pour son peuple et ses fidèles, pourvu qu'ils ne reviennent pas à leur folie. » (Ps 84/85, 9).

Au Peuple de Dieu,
Aux personnes de bonne volonté,

1. A quelques semaines de la tenue de l'élection présidentielle, Nous, Évêques du Congo, réunis pour une session extraordinaire du 26 au 28 janvier 2021, adressons, à vous Peuple de Dieu ainsi qu'à tous les hommes et femmes de bonne volonté, un message de paix et d'espérance, conscients de ce que beaucoup vivent déjà dans la peur et la hantise, à cause du fait qu'au Congo, les élections sont souvent l'occasion de troubles socio-politiques et sécuritaires.
2. A la lumière des Saintes Écritures et de la doctrine sociale de l'Église, nous voulons faire une lecture prophétique sur la situation socioéconomique et politique de notre pays. Car, comme dit le Concile Vatican II, « l'Église a le devoir, à tout moment, de scruter les signes des temps et de les interpréter à la lumière de l'Évangile » (*Gaudium et spes*, n. 4).
3. Le 23 décembre dernier, le Chef de l'État s'est adressé à la Nation devant le Parlement réuni en Congrès dans un contexte national et mondial dominé par la pandémie de Covid-19. Ce discours a été pour lui l'occasion de faire l'état de la Nation à l'orée de 2021, notamment sur la situation socio-économique et politique du pays, avant d'esquisser des projections pour 2021.
4. S'exprimant sur l'actualité politique récente du pays, le Chef de l'État a tout d'abord salué la tenue de la « concertation politique de Madingou », ayant réuni la majorité présidentielle et les partis de l'opposition, dans le but de créer par le dialogue des

conditions apaisées pour l'organisation de l'élection présidentielle prévue pour le 21 mars 2021. Puis, il a évoqué la situation économique de notre pays, pour souligner les avancées réalisées par le Gouvernement de la République dans un contexte particulièrement difficile.

5. Qu'il nous soit tout d'abord permis de rappeler, à notre tour, les améliorations survenues dans notre pays en matière de sécurité depuis les dernières élections, en dépit de la crise du Pool dont nous ignorons toujours les tenants et les aboutissants. Depuis deux ans, en effet, on peut dire que la sécurité est revenue dans l'ensemble du département. Cet apaisement est bénéfique à tout le pays, malgré la présence de nombreux groupes de jeunes (*bébés noirs, katakata, koulouna*, etc) qui sèment la terreur dans certains quartiers de nos villes et villages. Aujourd'hui, grâce à la sécurité restaurée, mais aussi grâce aux efforts d'investissement de ces dernières années, on peut circuler librement de Pointe-Noire à Impfondo sans rencontrer d'entraves majeures, sauf celles de la Route Nationale N. 2.
6. C'est un mérite incontestable du Gouvernement qui consent des efforts louables en cette période de crises économique et sanitaire sans précédent. Dans le même cadre, il faut féliciter les Autorités de notre pays pour la baisse du prix du ciment grâce à la diversification qu'a connue ce secteur ces dernières années. Nous nous réjouissons de la construction de l'Université Catholique du Congo à Pointe-Noire et de l'ouverture toute prochaine de l'Université Denis Sassou-Nguesso de Kintele, tout en appelant à la restauration et à la modernisation de

l'Université Marien-Ngouabi. D'autres universités devront être construites à l'intérieur du pays, pour que les jeunes du Congo ne soient pas tous obligés de venir à Brazzaville pour faire des études supérieures.

7. Nous remercions enfin le Gouvernement et tous les acteurs sociaux pour leur engagement en faveur de la riposte contre la pandémie de Covid-19, qui n'a pas atteint chez nous, grâce à Dieu, les proportions que l'on craignait. Mais, il nous appartient aussi de relever que le prix à payer par les Congolais a parfois été plus élevé que le gain escompté. En effet, des restrictions importantes ont été imposées aux citoyens dont les plus spectaculaires ont été le confinement imposé à Noël et à la Bonne Année, empêchant les Congolais de célébrer la Nativité de Jésus, Sauveur du monde. Ce qui a fini par semer le doute dans les esprits des Congolais sur la véritable signification des restrictions qui leur sont imposées au nom de la Covid-19, accentuant d'une part, le doute général sur l'existence de la pandémie elle-même et, d'autre part, le non-respect des mesures barrières.
8. Certes, les élections sont prévues pour le 21 mars prochain, néanmoins nous émettons de sérieuses réserves qu'une élection présidentielle apaisée, participative, transparente, libre et crédible puisse être organisée dans les conditions actuelles, conscients « du rôle clé que les élections crédibles peuvent jouer dans l'édification de la nation » (cf. Lettre Pastorale du SCEAM: *Gouvernance, Bien commun et transitions démocratiques en Afrique*, n. 35).

9. Comment, en effet, pourra-t-on tenir ensemble mesures barrières et rassemblements de masses qu'exige une campagne électorale libre ? La loi électorale exige que le dépouillement des urnes soit public. Comment entend-on répondre à cette exigence de transparence, avec notamment un couvre-feu à 20h? Comment va-t-on extraire les agents de la Force Publique du fichier électoral pour les inscrire dans une liste spéciale, afin qu'ils votent avant les autres Congolais?
10. Une vraie démocratie suppose en outre, comme le suggère la Déclaration Universelle sur la Démocratie « ...que les processus d'accession au pouvoir, d'exercice et d'alternance du pouvoir permettent une libre concurrence politique et émanent d'une participation populaire ouverte, libre et non discriminatoire, exercée en accord avec la règle de droit, tant dans son esprit que dans sa lettre» (Voir, *Message de Noël des Évêques du Congo*, Décembre 2014, n. 9).
11. Or, les Congolais ont de moins en moins foi au système électoral actuel, avec un fichier non maîtrisé, comportant entre autres des personnes décédées, et des institutions chargées des élections dont l'indépendance est encore à démontrer. Il y a fort à craindre que les résultats de ces élections soient de nouveau contestés et que ces contestations servent de prétexte aux marchands d'illusions et aux trouble-fêtes.
12. Pour n'avoir pas mis en place un cadre consensuel d'organisation des dernières élections, des contrées plus peuplées sont aujourd'hui sous-représentées à l'Assemblée

Nationale tandis que d'autres moins peuplées sont surreprésentées. Et beaucoup de problèmes nés de ces élections n'ont pas été résolus à ce jour; et on s'apprête à rééditer cet exploit. Notre peuple est fatigué de ces élections qui fragilisent la cohésion sociale et entachent l'image de notre pays à l'étranger. Ne pas prendre conscience des maux qui minent la gouvernance électorale dans notre pays depuis quelques décennies, c'est s'exposer à ce que les mêmes causes produisent les mêmes effets.

13. De plus, nous regrettons que la Concertation de Madingou ait supplanté le Conseil National pour le Dialogue, mais continuons à croire qu'un dialogue politique le plus large possible est la voie la plus indiquée pour refonder notre Nation sur des bases institutionnelles et morales consensuelles, ainsi que nous l'avions déjà exprimé dans nos messages de 2016 et de 2018. Comme a écrit récemment le Pape François «un pays grandit quand dialoguent de façon constructive ses diverses richesses culturelles» (Pape François, Lettre encyclique *Fratelli tutti*, n. 199). Les conclusions issues de ce dialogue, devront surtout veiller à ce que le Pouvoir Judiciaire soit enfin indépendant du Pouvoir Exécutif, comme l'avait décidé la Conférence Nationale Souveraine. Seule une justice indépendante, en effet, est capable de défendre les droits de tout un chacun et de lutter efficacement contre la corruption.

14. Nous réaffirmons notre souhait déjà exprimé dans le message de Noël 2014 que «l'alternance au pouvoir devienne une règle intangible et immuable pour notre démocratie: un

mandat renouvelable une seule fois» et que notre pays soit reconnu pour «sa culture démocratique: organisation libre et transparente des élections, alternance pacifique au pouvoir, garantie des libertés fondamentales, équilibre des pouvoirs, accès libre aux médias, indépendance de la justice...» (n. 14).

15. En outre, des élections libres et transparentes, comme nous le disions dans ce même message, supposent: une commission électorale indépendante et crédible, des cartes électorales biométriques, un recensement administratif fiable et un découpage électoral qui tienne compte de la configuration démographique du pays.

16. Pour terminer, nous voudrions rappeler quelques défis urgents auxquels notre pays est confronté:

- Satisfaire les besoins fondamentaux de la population en eau, en électricité, en santé, en éducation, en transport, etc. ;
- Mettre fin à l'humiliation permanente de ceux de nos compatriotes retraités, qui ont servi le pays mais ne peuvent pas jouir de leur épargne ;
- Résoudre de manière définitive l'épineuse question de l'endettement de notre pays ;
- Combattre avec détermination la corruption, l'injustice et l'impunité ;
- Travailler au rapatriement et à la restitution de l'argent volé au pays, à tous les niveaux.
- Atteindre la transparence et la redevabilité en matière de gestion du pétrole et des autres ressources naturelles ;

- En finir avec le système des préfinancements pétroliers ;
- Engager fermement la diversification de l'économie encore trop tributaire des ressources rentières, en encourageant l'agriculture et l'élevage ;
- Libérer tous les prisonniers politiques ;
- Réformer la justice, pour en faire un véritable pouvoir ;
- Faire de la Force Publique une entité nationale et républicaine ;
- Rendre effective la décentralisation et le partage juste des ressources nationales entre tous les départements;
- S'engager en faveur de l'environnement et du climat ainsi que de l'assainissement de nos villes et villages;
- Libérer l'espace public des occupations anarchiques par les nouveaux riches et par les commerces tous azimuts.
- Résorber le chômage des jeunes par la création d'emplois stables.

Appel au Peuple de Dieu, aux hommes et femmes de bonne volonté.

Peuple de Dieu, hommes et femmes de bonne volonté !

N'ayez pas peur ! Ouvrez larges vos portes au Christ Rédempteur, entrez dans la grande espérance, comme nous invitait le Saint Pape Jean Paul II au début de son pontificat.

Nous, Évêques du Congo, sommes bien conscients de vos angoisses face à un avenir incertain. Mais, nous vous appelons à vous engager à bâtir une nation démocratique libre et prospère. Pour cela, nous vous demandons:

1. De former une chaîne de prière pour obtenir la paix, le bien-être social, l'ouverture d'un dialogue vrai, la libération de tous les prisonniers politiques dans notre pays. Les curés de vos paroisses prendront le relais pour cette croisade de prière.
2. Soyez vigilants en documentant autour de vous toute violation de la dignité de la personne humaine.
3. Nous appelons la coopération missionnaire à soutenir dans notre pays les initiatives visant à construire une citoyenneté active.
4. Enfin, nous interpelons la communauté internationale et les partenaires au développement à conditionner désormais toute forme de coopération à l'exigence de démocratie, au respect des droits de l'homme, à l'existence d'un espace civique favorable, garantissant la participation citoyenne.

Que le Seigneur préserve notre pays de tout mal, qu'il inonde les cœurs des Congolais de sa paix et que la Vierge Marie, Notre-Dame de la Paix et Saint Joseph, Père protecteur du Seigneur, intercèdent pour notre pays auprès de Jésus-Christ sauveur de l'humanité.

Donné à Brazzaville, le 02 février 2021,
En la Fête de la Présentation du Seigneur au temple

Archevêques et Evêques du Congo



Mgr Daniel MIZONZO
Evêque Diocésain de Nkayi
Président de la CEC



Mgr Anatole MILANDOU
Archevêque de Brazzaville



Mgr Victor ABAGNA-MOSSA
Archevêque d'Owando
Vice-Président de la CEC



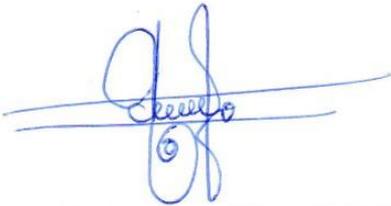
Mgr Miguel Angel OLAVERRI
Archevêque de Pointe -Noire



Mgr Louis PORTELLA MBUYU
Evêque Emérite de Kinkala



Mgr Yves - Marie MONOT
Evêque de Ouesso



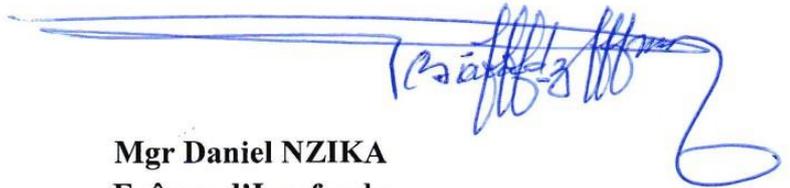
Mgr Urbain NGASSONGO
Evêque de Gamboma



Mgr Bienvenu MANAMIKA BAFOUAKOUAHOU
Archevêque Coadjuteur de Brazzaville et
Administrateur du Diocèse de Dolisie



Mgr Ildevert MOUANGA
Evêque de Kinkala



Mgr Daniel NZIKA
Evêque d'Impfondo